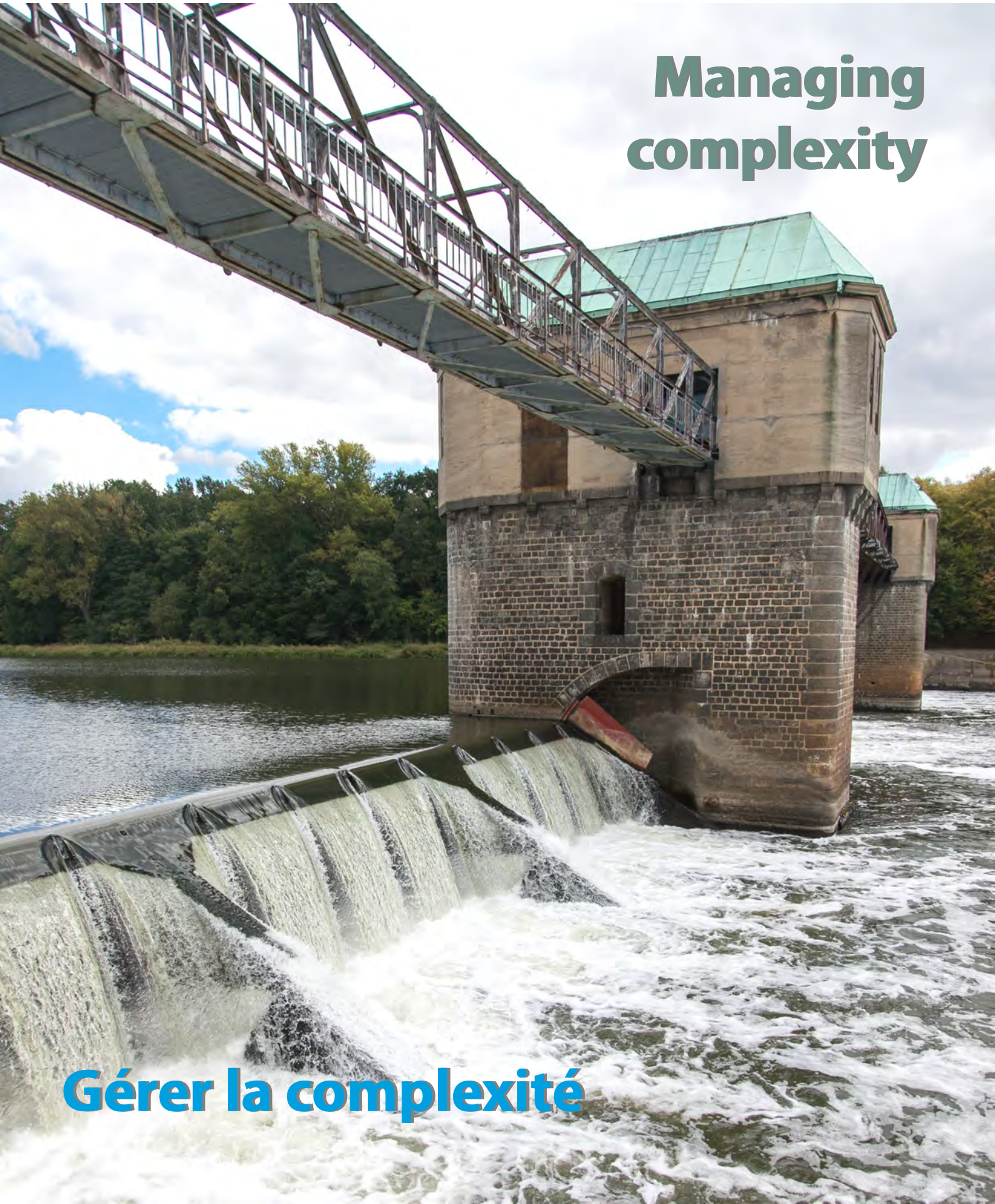
CEB INFO
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE
N°4 - 2015
Trimestriel / Quarterly



Managing complexity

Gérer la complexité

Sommaire

Page

Édito du Gouverneur 3

Activité prêts/projets 4

Apprivoiser le fleuve Oder 4-6

Entretien avec Victor Agius, Directeur Adjoint Préparation & Suivi Techniques 8

Éviter une crise humanitaire dans les Balkans 10

Le Conseil d'administration approuve de nouveaux prêts à l'appui de projets sociaux lors du dernier trimestre 12

1956-2016 : 60 ans de solidarité européenne 14

D'un Fonds de Réétablissement à une banque de développement

COP 21 16

Accord de Paris : un tournant historique dans la lutte contre le changement climatique

Interview 18

Entretien avec Carlo Monticelli, Vice-Gouverneur Stratégie Financière

Activité financière 20

Autorisation d'emprunt pour 2016

Principaux éléments du financement de l'activité en 2015

Du nouveau à la CEB 22

Agenda : Principaux événements à venir
Brèves
Publications

Crédits photos : Photothèque CEB; © vichinterlang; © djenkaphoto; © MechanismDigital; © COP21

Contents

Page

Editorial by the Governor 3

Loans/projects activity 5

Taming the Odra river 5-7

Interview with Victor Agius, Deputy Director for Technical Assessment and Monitoring 9

Averting a humanitarian crisis in the Balkans 11

Administrative Council approves new loans for social projects during the last quarter 13

1956-2016: 60 years of European solidarity 15

From a Resettlement Fund to a Development Bank

COP 21 17

The Paris Agreement: a landmark achievement to tackle climate change

Interview 19

Interview with Carlo Monticelli, Vice-Governor for Financial Strategy

Financial activity 21

Borrowing authorisation for 2016

Funding highlights 2015

CEB update 23

Agenda: Major upcoming events
In brief
Publications



Rolf WENZEL

Édito du Gouverneur

Cher Lecteur,

Ce numéro met en avant des projets que la CEB soutient tant au plan financier qu'en leur apportant de l'assistance technique. Le dénominateur commun en est la complexité inhérente, notamment lorsqu'il s'agit de concilier des considérations économiques, sociales, financières, et environnementales.

La CEB met tout particulièrement l'accent sur la valeur ajoutée sociale des projets qu'elle finance, conformément au cœur de son mandat. Depuis sa création, la Banque a fait en sorte de consacrer son activité de prêts au bénéfice du plus grand nombre possible de personnes vulnérables.

La protection de l'environnement et la prévention des catastrophes naturelles figurent parmi les secteurs où nous œuvrons activement. C'est aussi un domaine auquel l'Europe et le reste du monde sont de plus en plus sensibles, à l'heure où le changement climatique et les préoccupations environnementales prennent une place toujours plus importante sur la scène internationale.

Dans cette édition du CEB Info, vous en apprendrez davantage sur l'action de la Banque en matière de prévention des catastrophes naturelles en Pologne, où elle améliore ainsi la sécurité d'environ 15 millions de personnes exposées aux risques de crues dans les bassins de l'Oder et de la Vistule. Depuis 2005, la CEB a approuvé plus de 550 millions d'euros au titre de la prévention des inondations dans la région.

Vous pourrez également faire connaissance avec le nouveau Vice-Gouverneur Stratégie Financière de la Banque, Carlo Monticelli, qui nous fait part dans une interview de son expérience et de ses premières impressions à ce nouveau poste. Il est arrivé à la CEB le 2 novembre en provenance du Ministère des Finances italien.

Enfin, le compte à rebours d'ici le 60ème anniversaire de notre institution en 2016 a commencé et à cette occasion nous revenons dans ce numéro sur l'évolution de la CEB, passée d'un "Fonds de Réétablissement" à une banque multilatérale de développement.

Editorial by the Governor

Dear Reader,

This issue of CEB Info focuses on some of the projects that the CEB supports through the provision of financing and technical assistance. What these projects have in common is their inherent complexity, not least in terms of reconciling economic, social, financial and environmental considerations.

The CEB places particular emphasis on the social added value of the projects it finances, which is in accordance with its core mandate. Since its establishment, the Bank has been committed to benefiting through its lending activity the maximum number of vulnerable persons.

The protection of the environment and the prevention of natural disasters is one of the sectors in which we have been active. It is also an area to which Europe and the rest of the world is becoming more and more sensitive, as climate change and other environmental concerns acquire more prominence on the international stage.

In this issue of CEB Info, you can read more about the CEB's activity in the area of natural disaster prevention in Poland, improving the safety of an estimated 15 million people exposed to flood-related risks in the basins of the rivers Odra and Vistula. Since 2005, the CEB has approved over € 550 million for major flood protection work in the region.

You can also read about the Bank's new Vice-Governor for Financial strategy, Carlo Monticelli, who shares in an interview his first impressions and experience in his new post. He arrived at the CEB from the Italian Ministry of Finance on 2 November.

Lastly, continuing our countdown to our 60th anniversary in 2016, in this issue we take a look back on the evolution of the CEB from a "Resettlement Fund" to a multilateral development bank.

Activité prêts-projets

Apprivoiser le fleuve Oder

Pont du Millénaire, Wrocław : l'Oder coule paisiblement en cette belle journée d'automne. Il est difficile d'imaginer aujourd'hui les ravages que le fleuve a provoqués dans la ville de Wrocław et ses environs en 1997, causant ce qu'on appelle encore aujourd'hui "l'inondation du siècle".

L'Oder, en crue suite à la fonte des neiges provenant des montagnes, s'est abattu sur la ville avec une force dévastatrice, détruisant tout sur son passage. Cette catastrophe s'est soldée par 54 victimes, 700 000 foyers inondés et 110 000 familles évacuées.

Les infrastructures de la ville ont été gravement endommagées. Le quartier historique d'Ostrów Tumski, qui abrite des monuments d'une très grande valeur artistique, n'a été épargné que de justesse par les eaux torrentielles.

À l'époque, les dégâts provoqués par les inondations ont été estimés à USD 2,3 milliards.



Des mesures de protection contre les crues pour préserver des vies en Pologne

Le projet de protection contre les crues de l'Oder

Suite à cette catastrophe, le gouvernement polonais a pris des mesures pour renforcer les infrastructures de protection contre les inondations dans le pays, et plus particulièrement dans le bassin de l'Oder.

En Pologne, la plupart des systèmes de digues et une bonne partie des infrastructures fluviales datent du début du XXe siècle. Depuis, l'aménagement du territoire a évolué, favorisant les ondes de crue et multipliant le coût des dégâts causés par les inondations. Par ailleurs, le changement climatique rend le pays plus vulnérable aux précipitations, aujourd'hui plus concentrées et plus intenses qu'auparavant.

La CEB œuvre depuis de nombreuses années au renforcement de la protection contre les inondations de millions de personnes vivant dans le bassin de l'Oder. En 2005, la Banque a accordé un prêt de € 251 millions sur dix ans au projet de protection contre les crues de l'Oder, cofinancé par le Fonds de cohésion de l'UE, la Banque mondiale et le gouvernement polonais.

Modernisation de Wrocław

Krzysztof Broś, directeur du service d'ingénierie hydraulique d'AECOM, l'un des entrepreneurs du projet, était à Wrocław au moment des inondations de 1997. Il se souvient encore de la panique qui s'est emparée des habitants lorsque les eaux de l'Oder ont déferlé.

M. Broś explique qu'en 1997, le système de protection contre les inondations de Wrocław n'était pas en mesure de contenir le volume d'eau colossal qui avait envahi la ville en l'espace de quelques jours. C'est pourquoi l'objectif principal du projet depuis son lancement a été l'accroissement de la capacité d'écoulement des cours d'eau de la ville.

Une procédure de dragage du fleuve, d'approfondissement de son lit et d'élargissement des berges a été lancée, ce qui a nécessité de déblayer 3,5 millions de m^3 de terre.

La modernisation du système de protection contre les inondations de Wrocław s'est traduite par l'installation de digues, de déversoirs et de vannes supplémentaires, le renforcement des talus des berges et la construction de barrages synchronisés, afin de mieux gérer l'écoulement de l'eau dans les canaux pour éviter les inondations.

"C'est une expérience unique dans une carrière d'ingénieur", affirme M. Broś pour décrire l'ampleur et la complexité des travaux de modernisation.

Taming the Odra River



Viewed from the Millennium Bridge in Wrocław, the Odra meanders unhurriedly in the pale autumn sun. A picture of calm today, it is difficult to imagine the havoc it wreaked on the city of Wroclaw and the surrounding areas in 1997, in what is still described as a "once-in-a-hundred-years" flood.

Swelled by the waters from melting snow in the mountains, the Odra ran through Wrocław with devastating force, leaving nothing but destruction in its wake. 54 lives were lost and as many as 700 000 households flooded, while 110 000 families had to be evacuated.

The city suffered extensive damage to its infrastructure. The historic city centre, Ostrów Tumski, with its architectural monuments of immense artistic value, was only just saved from the ravaging waters.

The cost of the flooding was estimated at USD 2.3 billion at the time.

Odra River Basin Flood Protection Project

Following this catastrophic flood, the Polish government initiated measures to upgrade the flood prevention infrastructure in the country, and in the Odra basin in particular.

Most dyke systems and much of the river infrastructure in Poland date back to the early twentieth century. Since then, land use has been altered, exacerbating the generation of flood waves and making flood damage more costly. Moreover, the changing climate is making the country more vulnerable to more concentrated and more intensive precipitation.

The CEB has been working for years to increase flood protection for the millions of people living in the Odra River basin. In 2005, the Bank approved € 251 million for a 10-year loan for the Odra River flood protection project, co-financed by the EU Cohesion Fund, World Bank and Government of Poland.

Wrocław modernisation

Krzysztof Broś, the Hydrotechnical Department Manager at AECOM (one of the project's contractors), lived through the 1997 flood in Wrocław. He still remembers the sense of panic that gripped the residents when the Odra came crashing through the city.
According to Broś, the main problem in 1997 was that Wrocław's flood system did not have the capacity to deal with the sheer volume of water that hit the city in a matter of days.

This is why increasing the flow capacity of the city's channels has been the paramount goal of the project from the start.

The river had to be dredged, its bed deepened and its banks widened, with 3.5 million cubic metres of soil excavated in the process.

Modernising Wrocław's flood protection system meant building new dykes, weirs and floodgates, reinforcing river embankments, and constructing synchronised dams. Taken together, these measures help manage the flow of water through the canals in order to prevent floods.

Commenting on the scale and complexity of the modernisation works, Broś said: "In engineering practice, this is a once-in-a-lifetime project."

Dry polder

Another component of the project concerns the construction of a dry polder upstream of the town of Racibórz to enable the storage of floodwaters and allow better control of the operation of the water system.

Activité prêts-projets

Un polder sec

Le projet prévoit par ailleurs la construction d'un polder sec en amont de la ville de Racibórz afin de stocker l'eau des crues et de mieux réguler le fonctionnement du système hydrologique.

Ce polder sec, d'une capacité totale d'environ 185 millions de m^3, jouera un double rôle en cas de crue.

D'une part, il réduira le débit maximal de la crue en aval, améliorant ainsi l'efficacité des protections actuelles contre les inondations.

D'autre part, il retardera la formation des pointes de crue à la confluence de l'Oder et de la rivière Nysa Klodzka. Les crues simultanées des deux cours d'eau, qui ont provoqué d'énormes dégâts en 1997, seront ainsi moins probables à l'avenir.



Nowe Nieboczowy, un nouveau village

Pour pouvoir construire le polder sec, il a fallu déplacer le village de Nieboczowy.

La plupart des habitants ont choisi de refuser l'indemnisation individuelle qui leur était proposée et de s'installer ensemble dans un village entièrement nouveau. La communauté de Nieboczowy se retrouvera donc à Nowe Nieboczowy, à 9 km seulement de l'ancien village.

C'est la première fois en Pologne qu'une collectivité locale est entièrement responsable d'un processus de réinstallation. Le maire du village, Czesław Burek, en est particulièrement fier.

Le nouveau village, formé d'une cinquantaine de maisons, est pratiquement terminé et les habitants devraient commencer à s'y installer fin 2015. Un centre socioculturel, une station d'épuration, des parcs et des pistes cyclables entoureront le centre-ville. Dix-neuf appartements seront par ailleurs réservés aux personnes âgées et vulnérables qui ne souhaitent pas vivre dans une maison individuelle.

Une réplique de l'ancienne église fréquentée par les habitants a même été construite, et le cimetière du village sera également transféré.

Extension : le nouveau projet Oder-Vistule

Le projet de protection contre les crues de l'Oder a permis de montrer l'exemple en matière de structure institutionnelle et de capacités requises pour entreprendre des travaux d'une telle complexité ayant nécessité, dans ce cas, la collaboration de quatre ministères, de nombreuses collectivités et organismes locaux, ainsi que de multiples sources de financement.

En 2015, la CEB a approuvé un nouveau prêt de € 300 millions pour renforcer la protection des habitants des bassins de l'Oder et de la Vistule contre les inondations. Ce nouveau projet bénéficiera à quelque 5,2 millions de personnes vivant à proximité de ces deux cours d'eau.

La CEB apportera une valeur ajoutée notable au projet en fournissant une assistance technique visant à mieux intégrer la question du changement climatique dans la conception des infrastructures actuelles et futures de protection contre les inondations.

La CEB collaborera également à l'élaboration et à la réalisation d'une étude d'impact social visant à déterminer les principaux éléments d'un traitement efficace des dimensions sociales de la gestion des inondations tout au long du cycle du projet.

En cofinançant ce projet avec la Banque mondiale et l'UE, la CEB confirme sa position de partenaire historique du gouvernement polonais pour lutter contre les inondations et sauver des vies humaines.

Loans-projects activity

With a total capacity of about 185 million cubic metres, the dry polder will serve a dual purpose in case of a flood.

It will reduce the Odra's peak flows downstream, thereby improving the effectiveness of the existing flood defences.

At the same time it will delay the timing of the flood peaks at the confluence of the Odra and the Nysa Klodzka River. The adverse combination of two floods, which caused considerable damage in 1997, will thus become unlikely in the future.

Nowe Nieboczowy, a new village

The construction of the dry polder necessitated the resettlement of the village of Nieboczowy. Instead of receiving individual compensation and settling elsewhere on their own, most residents have opted to stay together in a new village built from scratch. The Nieboczowy community will thus be preserved in Nowe Nieboczowy, only 9 km away from the old village.

This is a unique case in Poland where the local government is entirely responsible for the resettlement, something that the mayor Czesław Burek is very proud of.

The new village, comprising approximately 50 houses, is almost finished and the residents are expected to start moving in by the end of 2015. The village will have a town centre and a community centre, a wastewater treatment plant, parks and bike lanes. It will also have 19 apartments for the elderly and vulnerable who do not wish to live in individual houses.

Even a new church is being built as a replica of the one the residents are leaving behind. The village cemetery will also be moved.

Scaling up: a new Odra-Vistula project

The Odra flood protection project is credited with having developed a model for the institutional structure and capacity to implement very complex works which, in this case, called for the cooperation of four ministries, numerous local governments and agencies, and multiple funding sources.

In 2015 the CEB approved a new loan of € 300 million to improve flood protection for people living in the Odra and Vistula river basins. This new project will benefit about 5.2 million people living in the vicinity of the two rivers.

The CEB will add significant value to this project through technical assistance to better integrate climate change in the current and future designs of flood protection infrastructure.

The CEB will also assist in the design and implementation of a social impact survey to identify key elements for effectively addressing the social dimensions of flood management throughout the project cycle.

By co-financing this project with the World Bank and the EU, the CEB confirms its position as a long-term partner of the Polish Government in its efforts to mitigate floods and prevent loss of life.



Activité prêts-projets

Entretien avec Victor Agius, Directeur Adjoint Préparation & Suivi Techniques

Les projets financés par la CEB sont de plus en plus complexes. Pouvez-vous nous en dire davantage sur cette tendance ?

Le portefeuille de projets de la CEB a changé au cours des dix dernières années, notamment en raison de projets plus exigeants émanant des pays cibles, dont notamment les pays de l'Europe du Sud-Est, où il faut souvent faire face à des défis spécifiques liés aux capacités institutionnelles, aux cadres politiques, ainsi qu'à leur situation économique et financière. C'est à ces projets en particulier que la Direction Préparation & Suivi techniques (TAM) apporte un appui plus ciblé.

La complexité peut être d'ordre purement technique, résider dans la structure institutionnelle ou le contexte national, ou encore se situer au niveau de la gestion et des aspects contractuels du projet.

Quelles sont les implications concrètes de cette complexité accrue pour la CEB ?

Les projets complexes nécessitent une contribution renforcée de la CEB lors des étapes d'identification et d'instruction. Ils exigent également une plus grande participation de la part de la Banque tout au long de la mise en œuvre, afin de s'assurer que le projet reste en bonne voie pour atteindre en temps voulu les objectifs sociaux fixés tout en respectant l'enveloppe financière allouée.

Pour faire face à cette complexité accrue, la TAM a révisé ses modalités opérationnelles afin d'adopter une approche plus axée sur le travail en équipe, ce qui permet de tirer le meilleur parti des compétences des différents Conseillers techniques qu'exige un projet donné. Elle a également mis en place un système de double responsabilité, caractérisé par un Conseiller technique qui exerce la responsabilité principale, le second venant en appui. Pour les projets complexes, la TAM joue désormais un rôle accru dans les étapes de préparation et de mise en œuvre. Outre ses missions d'évaluation annuelle, elle réalise ainsi des missions aussi souvent que nécessaire pour répondre à des problématiques spécifiques. C'est cette participation renforcée qui constitue une bonne partie de la valeur ajoutée que la Direction, et par là-même la CEB, apporte au processus de gestion de projets, ce qui contribue incontestablement à l'aboutissement de ces projets ainsi qu'à la réalisation des objectifs institutionnels généraux de la Banque.

Compte tenu de la nécessité d'une préparation plus approfondie dès le départ, comment la Direction assure-t-elle une contribution plus complète ?

Ce travail nécessite une analyse des capacités institutionnelles et une évaluation de l'assistance technique requise, afin que la conception du projet soit adaptée et rigoureuse, et que l'emprunteur dispose du personnel et des dispositifs indispensables à une mise en œuvre satisfaisante. Dans certains cas, la Direction aide également à l'identification des sources de financement nécessaires pour l'assistance technique, ainsi qu'à sa contractualisation.

L'assistance technique, généralement financée par des ressources de la CEB ou par le biais de fonds fiduciaires qu'elle gère, demeure présente tout au long du processus de mise en œuvre. Dans ce cadre, le rôle de la Direction consiste à évaluer les performances des consultants recrutés et à assurer une approche coordonnée de la réalisation du projet.

Le travail de la TAM est mené dans le contexte d'équipes projets étendues, qui couvrent plusieurs directions et départements (Direction Générale Prêts et Développement Social – L&D, Passation des Marchés, Gestion des Risques Globaux – GRM). Dans ce cadre, TAM et L&D ont au cours des derniers mois établi de nouvelles procédures qui sont en cours de mise en place à l'heure où l'on se parle.

Tout au long du cycle du projet, l'équipe projet a également pour mission importante de veiller à la mise en place des dispositifs adéquats nécessaires à son aboutissement. Si nécessaire, elle avertit le Management de la Banque de tout nouveau risque en recommandant les mesures correctives adaptées.

Grâce à son approche plus pratique des projets et à sa capacité d'adaptation rapide aux changements de caractéristiques des projets, la CEB apporte la plus grande valeur ajoutée à ses clients. Cette approche offre une qualité de suivi et d'intervention dans les projets en cours, qui est particulièrement appréciée par nos emprunteurs.

Interview with Victor Agius, Deputy Director for Technical Assessment and Monitoring

The projects the CEB finances are becoming increasingly complex. Could you tell us more about this trend?

The CEB's project portfolio has changed in the last ten years, particularly with more challenging projects emanating from the target countries and, in particular, the countries of South Eastern Europe, where often specific challenges must be addressed in terms of institutional capabilities, policy frameworks, as well as economic and financial situation. It is to these projects in particular that the Directorate for Technical Assessment & Monitoring (TAM) brings more focused support, if possible at an earlier stage of involvement.

Their complexity may either be purely technical or lie in the institutional set-up, in the country context, or in the project management and contractual aspects.

What does this more complex portfolio mean for the CEB?

Complex projects need enhanced CEB input at the identification and appraisal stages and greater involvement throughout implementation so as to ensure that things remain on track towards the timely achievement of their social objectives within the set financial envelope.



To deal with this increased complexity, TAM has reviewed its operational modalities towards a more team-based approach to work, with an emphasis on drawing upon the skills of different Technical Advisors as required for a given project. TAM has also introduced a system of dual responsibility for projects, with a primary and supporting Technical Advisor role. For complex projects, TAM is now more deeply involved during the preparation and implementation phases, conducting missions as frequently as needed to address specific issues, in addition to the annual review missions. It is this enhanced involvement that represents a large portion of the value that TAM brings to the process and which contributes decisively to enabling these projects to come to fruition and contribute to the achievement of CEB's overall institutional goals.

In view of the need for more thorough preparation at the outset, how is TAM dealing with more extended contribution?

This work calls for the analysis of institutional capacities and an evaluation of the Technical Assistance required to ensure that project design is appropriate and thorough and that the Borrower has in place the staff and systems needed to implement the project well. In some cases TAM then also provides support in identifying funding sources and contracting Technical Assistance.

Subsequently Technical Assistance, often CEB or CEB Trust fund resources, remains involved throughout the implementation process. TAM's role in this phase is to monitor the performance of the consultants employed and to ensure a coordinated approach to delivery of the project.

TAM's work is conducted in the context of comprehensive Project teams that comprise several departments (Directorate General for Loans and Social Development - L&D, Procurement, Global Risk Management - GRM). For the technical outputs of Project work, the closest working relationship is with L&D. In this context TAM and L&D have in recent months set up new operational procedures that are being put in place as we speak.

Throughout the Project cycle, the Project Team also has the important role of ensuring that the correct arrangements are being put in place to deliver the project and, if necessary, of alerting the Bank's management to any emerging risks, and recommending appropriate remedial measures.

Through its more "hands-on" approach to projects and its capacity to respond quickly to changing project circumstances, the CEB offers the greatest added value to clients. This approach enables a level of ongoing project monitoring and intervention that is well appreciated by our Borrowers.

Activité prêts-projets

Éviter une crise humanitaire dans les Balkans

Des dizaines de milliers de personnes qui fuient les conflits en Syrie et au Moyen-Orient tentent de rejoindre l'Union européenne par les Balkans. Les populations qui arrivent de Grèce traversent "l'ex-République yougoslave de Macédoine" et la Serbie avant de continuer vers l'ouest par la Croatie et la Slovénie. La plupart espère atteindre l'Allemagne ou les pays scandinaves.

La surpopulation des centres d'accueil situés sur la route des Balkans contraint de nombreux migrants à attendre aux frontières, parfois plusieurs jours, alors que l'automne se fait plus froid et pluvieux. L'arrivée des premières chutes de neige en novembre dernier dans les Balkans a encore aggravé un peu plus la situation.

Pendant la nuit, les températures chutent sous les dix degrés voire en dessous de zéro, alors que des milliers de réfugiés dorment à la belle étoile en attendant d'être hébergés dans les centres d'accueil. Pour lutter contre le froid, ils allument des feux de camp avec tout ce qu'ils trouvent, y compris des couvertures et des oreillers. Le 21 octobre, 27 tentes entièrement aménagées sont parties en fumée dans un incendie qui s'est déclenché dans le centre d'accueil de Brežice, en Slovénie.

Le Fonds pour les migrants et les réfugiés (MRF) de la CEB fournit une aide d'urgence aux pays de la route des Balkans

L'aide apportée par le Fonds pour les migrants et les réfugiés

Depuis le mois d'octobre, le Fonds pour les migrants et les réfugiés fournit une aide d'urgence à "l'ex-République yougoslave de Macédoine", à la Serbie et à la Slovénie afin de s'assurer que les réfugiés et les migrants qui transitent par ces pays reçoivent un abri sûr et des soins de base.

Le plus urgent est de transformer et de rénover les installations existantes afin de les adapter aux conditions hivernales, dans le cadre d'un processus de "préparation à l'hiver" (*winterisation*).

En outre, le don de € 1,5 million accordé par le MRF à la Slovénie permettra de financer l'achat de 100 modules chauffés, qui offriront des abris plus adaptés que les tentes par temps froid. L'acquisition de 10 véhicules facilitera par ailleurs le transport des migrants et des réfugiés entre les différents centres d'accueil, en fonction des besoins et des disponibilités d'hébergement.

Dans "l'ex-République yougoslave de Macédoine", une partie substantielle du don de € 2,2 millions accordé par le MRF servira à financer l'installation d'une cuisine industrielle tout équipée et de plusieurs cuisines de campagne dans les centres d'accueil, conformément aux recommandations du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), facilitant ainsi la préparation des aliments et garantissant un accès à des repas chauds aux réfugiés.

En Serbie, pour une part importante, le don de € 2,3 millions octroyé par le MRF garantira également la distribution de repas aux réfugiés et aux migrants hébergés dans trois centres d'accueil.

Par ailleurs, le gouvernement sera en mesure de recruter des médecins et du personnel infirmier, ainsi que d'acheter les fournitures médicales nécessaires pour prodiguer des soins indispensables aux migrants, qui souffrent souvent de déshydratation et d'infection des voies respiratoires supérieures à leur arrivée. Les femmes enceintes recevront des soins médicaux complémentaires.

Dans chacun de ces trois pays, les dons du MRF couvriront les dépenses quotidiennes de fonctionnement des centres d'accueil et l'amélioration des conditions de vie telles que la mise en place d'installations sanitaires et la distribution de produits non alimentaires comme des vêtements chauds et des couvertures.

Le MRF soutient les efforts déployés par les États membres de la CEB pour assurer la protection des migrants et réfugiés qui arrivent sur leur territoire, ainsi que le respect de leurs droits fondamentaux, notamment l'accès à un hébergement, à de la nourriture et à une aide médicale.



Averting a humanitarian crisis in the Balkans



The CEB's Migrant and Refugee Fund provides emergency assistance to the countries on the Balkan route

Tens of thousands of people fleeing the conflicts in Syria and the Middle East are trying to reach the European Union via the Balkans. Arriving from Greece, they cross "the former Yugoslav Republic of Macedonia" and Serbia before continuing west through Croatia and Slovenia. Most hope to reach Germany or one of the Scandinavian countries.

With the reception centres along the Balkan route bursting at the seams, many migrants have to wait at the borders, sometimes for days, in increasingly cold and rainy autumn weather. Late November saw the first snowfall in the Balkans, exacerbating the situation even further.

During the night the temperatures plunge to single digits or below zero, while thousands of refugees sleep out in the open, waiting to be received in the reception centres. To fight the cold, they light campfires with whatever they have, including blankets and pillows. On 21 October, a fire in the reception centre in Brežice, Slovenia, burnt down 27 fully equipped tents.

Migrant and Refugee Fund assistance

Since October, the Migrant and Refugee Fund has provided emergency assistance to "the former Yugoslav Republic of Macedonia", Serbia and Slovenia to ensure that refugees and migrants passing through these countries have safe shelter and basic care.

The most urgent task is to adapt and upgrade the existing facilities to make them appropriate for winter conditions. This process is called "winterisation".

Additionally, an MRF grant of € 1.5 million to Slovenia will finance the purchase of 100 heated modular units, which will provide more appropriate shelter than tents in cold weather. The procurement of 10 vehicles will facilitate the transportation of migrants and refugees between various reception centres, according to the needs and availability of shelter.

In "the former Yugoslav Republic of Macedonia" a significant part of the € 2.2 million MRF grant to this country will fund the installation of a fully industrial kitchen and several field kitchens in the reception centres, based on UNHCR recommendations. This will facilitate food preparation and ensure that refugees have access to warm meals.

In Serbia, an important share of the € 2.3 million MRF grant received will also guarantee the provision of meals to refugees and migrants in three reception centres.

Moreover, the government will be able to hire doctors and nurses as well as to purchase the necessary medical supplies to provide much needed care for migrants, who often arrive dehydrated and with upper respiratory tract infections. Further medical care is provided to pregnant women.

In all three countries, MRF funds will cover the day-to-day running costs of the reception centres and improvements in living conditions, including the provision of sanitary facilities and the distribution of non-food items such as winter clothes and blankets.

The MRF thus supports CEB member countries in their efforts to ensure that migrants and refugees who arrive on their territory enjoy basic human rights such as shelter, food and medical aid, as well as personal security.

Activité prêts-projets

Le Conseil d'administration approuve de nouveaux prêts à l'appui de projets sociaux lors du dernier trimestre

Belgique – 6,4 millions d'euros à MicroStart SCRL, leader du micro-crédit en Belgique et en Europe, pour financer des micros, petites et moyennes entreprises (MPME). MicroStart SCRL entend ainsi générer quelque 1000 à 1200 crédits par an pour financer des projets d'autoentrepreneurs, principalement migrants et chômeurs, favorisant ainsi la création d'emplois en Belgique.

Grèce – 2 millions d'euros à la Région Nord Egée pour financer des centres d'hébergement de migrants et réfugiés, qui ont afflué en Grèce.

France – 100 millions d'euros au Crédit Coopératif afin de soutenir le secteur associatif, qui fait partie intégrante de l'économie sociale et joue un rôle déterminant dans les domaines médico-social et éducatif. Grâce aux fonds de la CEB, le Crédit Coopératif prévoit de renforcer les ressources à long terme des organismes d'intérêt général pour des projets bénéficiant à des personnes âgées, handicapées, ainsi qu'à des enfants, des jeunes et des adultes en situation de vulnérabilité.

Lettonie – 50 millions d'euros à JSC Attīstības finanšu institūcija ALTUM, pour le financement partiel de la rénovation d'immeubles d'habitation afin d'accroître leur efficacité énergétique. 95% de ces immeubles ont été construits avant 1993 et ne répondent plus aux normes européennes. Les objectifs nationaux de la Lettonie se concentrent sur la réduction de la consommation d'énergie et des émissions de CO2.

Monténégro – 10 millions d'euros au gouvernement pour soutenir les efforts déployés pour augmenter l'offre de logements abordables. Dans le cadre d'une nouvelle loi sur le logement social adoptée par le gouvernement, les fonds de la CEB financeront un programme de crédits immobiliers subventionnés, permettant l'accès au logement de quelque 500 ménages vulnérables et à revenus faibles ou moyens.

Total 2015

€ 2 300 millions

Pologne – 300 millions d'euros au gouvernement pour renforcer les structures de protection contre les inondations de l'Oder et de la Vistule dont les bassins couvrent environ 98% du territoire polonais.

République slovaque – 15 millions d'euros à la région autonome de Trnava pour cofinancer des investissements dans les secteurs de la modernisation urbaine et rurale, de la protection de l'environnement et de la réhabilitation du patrimoine historique. Ce financement à long terme est destiné à couvrir les besoins locaux tout en servant également, le cas échéant, de prêt relais à court terme en vue d'accélérer la réalisation de projets financés par les Fonds structurels européens.

République slovaque – 49,5 millions d'euros à la Région autonome de Žilina pour financer la revitalisation et la modernisation des infrastructures urbaines dans les secteurs de la santé et de la protection de l'environnement. Environ 700 000 habitants, soit 13% de la population du pays, bénéficieront de ce projet. Cette opération représente le premier financement direct en faveur d'une région slovaque.

République tchèque – 50 millions d'euros à Česká spořitelna, a.s., l'une des principales institutions financières du pays. Banque de financement local disposant d'un réseau de plus de 630 succursales, elle a un grand potentiel pour identifier les projets d'investissement engagés par des municipalités tchèques et des sociétés mixtes (publiques/privées). Les fonds de la CEB financeront la modernisation des infrastructures publiques afin d'en améliorer l'accessibilité, ainsi que la protection de l'environnement à travers des transports en commun plus propres et plus fiables.

République tchèque – 50 millions d'euros à Komerční banka, a.s., banque dont le vaste réseau d'environ 400 succursales lui permet d'apporter un soutien financier aux municipalités et aux régions tchèques les moins favorisées. Les fonds de la CEB financeront la revitalisation et la modernisation des infrastructures publiques ainsi que des investissements visant l'augmentation de l'efficacité énergétique tout en réduisant les coûts.

Loans-projects activity

Administrative Council approves new loans for social projects during the last quarter

Belgium – € 6.4 million to MicroStart SCRL, a leading microcredit provider in Belgium and in Europe, to finance micro, small and medium-sized enterprises (MSMEs). MicroStart SCRL hopes to generate between 1000 and 1200 microloans per year financing the projects of self-employed entrepreneurs, primarily migrants and unemployed, which will promote job creation in Belgium.

Czech Republic – € 50 million to Česká spořitelna, a.s., one of the main financial institutions of the country. As a bank of local financing with a network of over 630 branches, it has great potential for identifying investment projects undertaken by Czech municipalities and joint enterprises (public-private). CEB funds will be used to modernise public infrastructure and improve its accessibility, and also to protect the environment through cleaner and more reliable public transport.

Czech Republic – € 50 million to Komerční banka, a.s., which, through its vast network of almost 400 branches, channels financing to some of the least privileged municipalities and regions of the country. CEB funds will be used for the revitalisation and modernisation of public infrastructure and also for investments aiming to improve energy efficiency while reducing costs.

France – € 100 million to Crédit Coopératif to support the not-for-profit sector, which is an integral part of the social economy and plays a crucial role in the medical-social and educational field. The CEB loan will be used to strengthen the long-term resources of public interest entities for projects benefiting the elderly, persons with disabilities, and vulnerable children, young people and adults.

Greece – € 2 million to the North Aegean Region to finance reception centres for migrants and refugees, who have been arriving in Greece in unprecedented numbers.

Latvia – € 50 million to JSC Attīstības finanšu institūcija ALTUM, to co-finance the renovation of residential buildings in order to increase their energy efficiency. 95% of these were built before 1993 and no longer meet European requirements. Latvia is currently focusing its efforts on reducing energy consumption and CO2 emissions.

Montenegro – € 10 million to the government in order to support its efforts to increase the availability of affordable housing. In the context of a new law on social housing approved by the government, the CEB loan will be used for a programme of subsidised mortgages expected to provide about 500 vulnerable and low- or medium-income families with access to housing.

2015
22 projects
approved

Poland – € 300 million to the government to reinforce flood protection structures in the river basins of the Oder and the Vistula, which cover 98% of Polish territory.

Slovak Republic – € 15 million to the self-governing region of Trnava to co-finance investments in urban and rural modernisation, the protection of the environment, and the rehabilitation of the historical heritage. This long-term financing is intended to cover local needs but will also serve, if necessary, as a short-term bridge loan to speed up the completion of projects financed through European structural funds.

Slovak Republic – € 49.5 million to Žilina Self-Governing Region to finance the revitalisation and modernisation of urban infrastructure in the areas of health and the protection of the environment. Almost 700,000 persons, or 13% of the entire population, will benefit from this project. This is the first time that the CEB provides direct financing to a region of the Slovak Republic.

1956-2016
60 ans de solidarité européenne

D'un Fonds de Réétablissement à une banque de développement



Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe, blessée et affaiblie, tente de relancer son économie et de retrouver une stabilité politique. C'est dans ce contexte de reconstruction européenne et d'effort d'après-guerre visant à faire progresser l'intégration que le "Fonds de Réétablissement du Conseil de l'Europe pour les réfugiés nationaux et les excédents de population en Europe" est créé en avril 1956. Sa transformation progressive au cours des décennies qui suivront en une banque de développement multilatérale de plein exercice est intimement liée à l'histoire du continent européen.

À la fin des années 1940, la nécessité d'une solidarité et d'une coopération transnationale accrues en Europe est devenue une évidence, et l'aide à l'intégration connaît son apogée avec la création du Conseil de l'Europe, organisation intergouvernementale. Dans le même temps, alors que l'Europe de l'Est se trouve désormais sous contrôle soviétique, les mouvements de réfugiés et de personnes déplacées atteignent des proportions sans précédent. Le Fonds de Réétablissement du Conseil de l'Europe est créé en réponse à la crise majeure qui fait suite aux nouvelles lignes de division. Cependant, d'une certaine manière, la création du Fonds traduit également la quête de réhabilitation, de reconstruction et de réconciliation qui anime alors l'Europe.

Le Fonds de Réétablissement a été conçu comme une institution indépendante ayant pour vocation d'aider au financement des projets facilitant la réinstallation des réfugiés. Depuis le premier jour, il a pour fondement et pour moteur la solidarité. Il procède d'un Accord Partiel, le premier du genre créé par le Conseil de l'Europe, et a été signé par huit États membres représentant la plupart des régions européennes : l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grèce, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg et la Turquie.

Au fil des décennies, le Fonds poursuit son évolution. Sa portée géographique et son champ d'action sont élargis, mais il reste résolument attaché à sa vocation sociale et au principe de solidarité. La chute du Rideau de fer et le processus de réunification européenne qui débute à la fin des années 1980 ouvrent la voie à l'adhésion d'un grand nombre de nouveaux membres originaires d'Europe centrale et d'Europe de l'Est ainsi que des Balkans.

Au même moment, le Fonds consolide sa base financière et révise son Statut afin de refléter sa nouvelle structure et l'élargissement de ses missions. Rebaptisé en 1999 "Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB)", il a depuis rejoint le cercle des institutions financières internationales en tant que banque de développement à part entière.

Aujourd'hui, la CEB compte pas moins de 41 membres et sa composition reflète la diversité géographique et culturelle propre à l'Europe. Outre l'ensemble des États membres de l'Union européenne, à l'exception de deux d'entre eux, la Banque compte parmi ses membres tous les pays nordiques et baltiques, la Géorgie, la République de Moldova et la Turquie, tous les États des Balkans, la Suisse, le Liechtenstein, Saint-Marin et le Saint-Siège. Elle constitue une plateforme de coopération unique entre des pays de toutes tailles, issus de toutes les régions d'Europe, unis dans leur ferme volonté de faire avancer l'intégration et de renforcer la cohésion sociale.

Fidèle à la mission et aux valeurs qui sont les siennes, la CEB a contribué à améliorer la vie de millions de personnes au cours des soixante dernières années. En continuant à gagner en force, elle poursuivra sa progression sur la voie de la construction d'une Europe meilleure.

1956-2016
60 years of European solidarity

From a Resettlement Fund to a Development Bank

Emerging from World War II wounded and weakened, Europe desperately sought economic recovery and political stability. It is in the context of European reconstruction and post-war efforts to advance integration that the "Council of Europe Resettlement Fund for National Refugees and Overpopulation in Europe" was born in April 1956. Its gradual transformation into a fully-fledged, multilateral development bank in the course of the decades that followed is inextricably linked with the history of the European continent itself.

By the late 1940s, the need for increased solidarity and transnational cooperation in Europe had become evident and support for integration had reached its zenith, culminating in the establishment of the intergovernmental Council of Europe. Meanwhile, as Eastern Europe now lay under Soviet control, the movement of refugees and displaced persons had reached unprecedented proportions. The Council of Europe Resettlement Fund was established in response to the major crisis which ensued from the new dividing lines. In a certain way, though, it was also an expression of Europe's quest for rehabilitation, reconstruction and reconciliation.

The Fund was conceived as an autonomous institution that would help to finance projects facilitating the resettlement of refugees. Solidarity was its underpinning value and driving force from day one. Established as a Partial Agreement, the first such agreement of the Council of Europe, it was signed by eight member states representing between them most European regions: Belgium, France, Germany, Greece, Iceland, Italy, Luxembourg, and Turkey.

Over the decades, the Fund continued to evolve. Its geographical and operational scope expanded, while emphasis remained firmly placed upon its social vocation and the principle of solidarity. The fall of the Iron Curtain and the process of European reunification that began at the end of the 1980s paved the way for the accession of many new members from Central and Eastern Europe as well as from the Balkan region.

During the same time, the Fund consolidated its financial base and revised its Articles of Agreement to reflect its new structure and expanded role. Renamed in 1999 "Council of Europe Development Bank (CEB)", it has since joined the league of international financial institutions as a true development bank.

Today, the CEB has no fewer than 41 members and its membership reflects Europe's own geographical and cultural diversity: in addition to all but two EU countries, the Bank counts among its members all the Nordic and Baltic states, Georgia, Republic of Moldova and Turkey, all the Balkan states, Switzerland, Liechtenstein, San Marino, and the Holy See. It thus constitutes a unique platform of cooperation between countries of all sizes and from all corners of Europe, united in their firm resolve to advance integration and strengthen social cohesion.

Loyal to its mandate and values, the CEB has made its own contribution to improving the lives of millions of people in the last 60 years, and going from strength to strength it will continue on the path of building a better Europe.



COP 21

Accord de Paris : un tournant historique dans la lutte contre le changement climatique

L'Accord de Paris lors de la conférence de la COP21 marque un engagement historique afin de préserver la planète pour les générations futures.

La réponse politique internationale au changement climatique débute au Sommet de la Terre à Rio en 1992, où la "Convention de Rio" inclut l'adoption de la CCNUCC. Cette convention développe un projet pour l'action visant la stabilisation des concentrations atmosphériques des gaz à effet de serre (GES) pour éviter une "interférence anthropique dangereuse avec le système du climat".

L'objectif principal de la Conférence annuelle des Parties (*Conference of Parties*, COP) est de réviser la mise en œuvre de la Convention.

En 2015, la COP21, également connue sous le nom de la Conférence sur le Climat à Paris, a envisagé d'obtenir, pour la première fois en plus de 20 ans de négociations aux Nations Unies, un accord universel juridiquement contraignant sur le climat, ayant pour but de maintenir le réchauffement climatique en-dessous de 2°C.

Le 12 décembre, à l'issue de leur session qui a débuté le 30 novembre à Paris, les 196 Parties (195 pays et l'UE) sont parvenues à un accord sur le changement climatique mondial, dénommé "Accord de Paris".

Un nouveau cadre d'action

Le Président de la COP et ministre, M. Laurent Fabius qualifie l'accord comme étant à la fois "ambitieux et équilibré". Il souligne également, entre autres, les points suivants :

- [L'Accord de Paris] reconnait la notion de justice climatique, et tient compte, sur chaque sujet, des "responsabilités différenciées" des pays, et de "leurs capacités respectives à la lumière des circonstances nationales".
- Il confirme [l']objectif central, vital même, de contenir l'augmentation de la température moyenne bien en-deçà de 2 degrés et de s'efforcer de limiter cette augmentation à 1,5 degré.
- Il fait de la réduction des émissions de gaz à effet de serre l'affaire de tous, grâce à la soumission ou à l'actualisation, tous les cinq ans, de contributions nationales, qui dans ce cas ne pourront être que plus ambitieuses.
- Il réserve une place accrue à l'adaptation aux effets du dérèglement climatique. Il reconnaît la nécessaire coopération sur les pertes et dommages, de manière permanente et prééminente.
- Il prévoit les moyens nécessaires pour permettre l'accès de tous au développement durable, en mobilisant les moyens adéquats de mise en œuvre. En particulier, le point "III. Décisions visant à donner effet à l'Accord" fixe "un nouvel objectif chiffré collectif à partir d'un niveau plancher de 100 milliards de dollars par an, en tenant compte des besoins et des priorités des pays en développement."

Pour entrer en vigueur, l'Accord de Paris devra avoir été ratifié par au moins 55 Parties de la Convention, représentant au moins 55% des émissions de gaz à effet de serre.

Une promesse qui doit être tenue

Comme l'a rappelé le Président du Groupe Banque mondiale "Nous convenons qu'il ne saurait y avoir de développement si nous ne nous attaquons pas au changement climatique. Nous ne pouvons pas empoisonner la planète et prospérer."

Outre les engagements pris par les plus grandes banques multilatérales de développement (BMD) d'accroître leur financement et de mobiliser d'autres sources de fonds, un enjeu commun à toutes les institutions financières, dont la CEB, sera de généraliser la prise en compte de l'action en faveur du climat dans leurs activités principales. Tous les projets de la CEB comprennent déjà des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Ceci devrait être accentué, dans le respect du mandat social de la Banque et de ses moyens spécifiques.



L'accueil par la CEB, dans ses locaux, du groupe de travail sur l'adaptation au changement climatique des institutions financières européennes, le 3 décembre 2015, en parallèle de la COP21, a notamment répondu à cet objectif. Le résultat des travaux devrait permettre de mieux intégrer la résistance au climat à tous les stades des projets ainsi financés.

The Paris Agreement: a landmark achievement to tackle climate change

The Paris Agreement at COP21 marks an historic commitment to preserve the planet for future generations

The international political response to climate change began at the Rio Earth Summit in 1992, where the "Rio Convention" included the adoption of the UN Framework on Climate Change (UNFCCC). This convention set out a framework for action aimed at stabilising atmospheric concentrations of greenhouse gases (GHGs) to avoid "dangerous anthropogenic interference with the climate system".

The main objective of the annual "Conference of Parties" (COP) is to review the Convention's implementation. In 2015 COP21, also known as the 2015 Paris Climate Conference, aimed to achieve a legally binding and universal agreement on climate – for the first time in over 20 years of UN negotiations, with the goal of keeping global warming below 2° C.

On 12 December, at the end of their session which started on 30 November in Paris, the 196 Parties (namely 195 countries plus the EU) reached an agreement on the global climate change, referred to as the "Paris Agreement".



A new framework for action

The COP President Minister Laurent Fabius described the agreement as both "ambitious and balanced". He also highlighted inter alia the following points:

- The [Paris Agreement] acknowledges the notion of climate justice and takes into account, for each issue, the countries' "differentiated responsibilities" and their "respective capabilities in the light of different national circumstances".
- It confirms [the] central, even vital objective of holding the increase in average temperature to "well below 2°C" and pursuing efforts to limit this increase to 1.5°C.
- It makes reducing greenhouse gas emissions everyone's responsibility, through the submission or updating, every five years, of national contributions which in this case can only become more ambitious.
- It focuses heavily on adaptation to the effects of climate change, and recognises the permanent, preeminent need for cooperation on loss and damage.
- It provides for the resources needed to enable universal access to sustainable development, by mobilising appropriate means of implementation. In particular, the "III. Decisions to give effect to the Agreement" set "a new collective quantified goal from a floor of USD 100 billion per year, taking into account the needs and priorities of developing countries."

To enter into force, the Paris Agreement will have to be ratified by at least 55 Parties to the Convention accounting in total for at least an estimated 55 percent of the total green greenhouse gas emissions.

A promise that has to be delivered

As stated by the World Bank Group President: "[this Agreement] changes development. We agree there is no development without tackling climate change. We cannot poison the planet and thrive."

In addition to the pledge made by the largest Multilateral Development Banks (MDBs) to increase their climate finance and to leverage funds from other sources, a common issue for every financial institution, including the CEB, will be to mainstream climate action in their core activities. Climate change mitigation and adaptation measures are already present in all CEB projects: this should be emphasised in accordance with the Bank's specific means and social mandate.

This objective among others has underpinned the hosting by the CEB, on its premises, of the European financing institutions working group on adaptation to climate change, on 3 December 2015 – in parallel with COP21. The outcome should serve to better incorporate climate resilience into all stages of the funded projects.

Interview

Entretien avec Carlo Monticelli, Vice-Gouverneur Stratégie Financière

M. Monticelli, vous avez été nommé Vice-Gouverneur Stratégie financière le 9 avril 2015 et vous avez pris vos fonctions le 2 novembre pour un mandat de cinq ans. Auparavant, vous occupiez le poste de Directeur des relations financières internationales du Trésor italien. Pouvez-vous nous en dire davantage sur votre parcours ?

Ma carrière est ponctuée de multiples expériences dans les secteurs public et privé, qui ont pour dénominateur commun les relations internationales. Vous avez rappelé que j'avais été Directeur des relations financières internationales au sein du ministère italien de l'Économie et des Finances. À ce titre, j'ai représenté l'Italie dans de nombreux forums internationaux en exerçant diverses fonctions au niveau européen et mondial, notamment en qualité d'adjoint au G7 et au G20.

En outre, j'ai été Gouverneur suppléant pour l'Italie à la Banque mondiale, à la Banque asiatique de développement et à la Banque africaine de développement, ainsi que membre du Conseil d'administration de la Banque européenne d'investissement. Jusqu'en 2002, j'ai, en qualité d'économiste, occupé plusieurs postes de direction, notamment comme Directeur adjoint du département Recherche à la Banque d'Italie et directeur Économie européenne au sein de l'équipe *Global Markets Research* à la Deutsche Bank à Londres.

Je souhaite également aborder l'aspect universitaire de mon parcours. Au début de cette année, j'ai entre autres travaillé comme professeur invité à l'Institut de hautes études internationales de Genève. Par ailleurs, j'ai participé à de nombreux séminaires et conférences d'envergure internationale, et je suis intervenu dans diverses universités en tant qu'enseignant-chercheur. J'ai contribué à plusieurs articles parus dans des revues universitaires et ai rédigé un ouvrage publié par *Oxford University Press*.

Compte tenu de votre expérience personnelle, comment envisagez-vous la "Stratégie financière" appliquée à la CEB ?

Dans un environnement instable qui connaît de profondes mutations structurelles, ma vision de la stratégie financière est très simple : la prise de risque est inévitable pour toute institution financière, ce qui est le cas de la CEB, mais elle doit être gérée à l'aide d'une analyse rigoureuse et d'une diversification judicieuse. C'est une leçon importante que j'ai apprise très tôt (ma thèse de doctorat portait sur la théorie du portefeuille) et qui me semble encore tout à fait pertinente aujourd'hui. Comme chacun le sait, il ne faut jamais mettre tous ses œufs dans le même panier mais, les œufs, il faut malgré tout les transporter !

L'Europe a été durement touchée par la récente crise financière. Dans un tel contexte, le premier devoir de toute institution financière est d'assurer sa propre pérennité. Face à des conditions stressantes, parfois difficiles à prévoir voire à imaginer, la CEB affiche une très bonne santé et a bien résisté à la crise. Elle doit s'appuyer sur ses forces intrinsèques et continuer à s'adapter à l'évolution rapide de l'environnement.

En tant qu'ancien Gouverneur suppléant pour l'Italie dans plusieurs institutions financières internationales et membre du Conseil d'administration de la Banque européenne d'investissement, vous connaissez bien ce type d'institutions. De ce point de vue, quelles sont vos premières impressions concernant la CEB ?

La CEB est une banque très particulière de par son mandat, qui est aujourd'hui plus important que jamais avec la crise des migrants. Il ne peut donc y avoir qu'une seule stratégie : maintenir le cap, et accroître son efficacité et sa compétitivité pour répondre aux besoins des clients, en offrant des conditions financières attractives et des services de haute qualité dans les domaines où les autres banques sont moins performantes. Quand la situation devient difficile, la CEB passe à l'action. C'est sa mission et elle sait la remplir !

Pour conclure, je tiens à souligner que la CEB a beau disposer d'un effectif réduit, son personnel fait preuve d'une efficacité, d'un engagement et d'un professionnalisme remarquables. La CEB est une petite mais belle institution, qui mérite d'être mieux connue.



Interview with Carlo Monticelli, Vice-Governor for Financial Strategy

Mr Monticelli, you were appointed CEB Vice-Governor for Financial Strategy on 9 April 2015 and took office on 2 November for a five-year term. Before that, you were Head of International Financial Relations at the Italian Treasury. Could you tell us more about your background?

My career has straddled a broad range of experiences in both private and public sectors, with a common thread: international relations. You recalled that I was Director General for International Financial Relations at the Italian Ministry of the Economy and Finance. In this capacity, I represented Italy in a wide spectrum of international fora, serving in different capacities at European and global level, most notably as G7 and G20 Deputy.

I have also been Alternate Governor for Italy at the World Bank, at the Asian Development Bank and at the African Development Bank, as well as a Member of the Board of Directors of the European Investment Bank. Until 2002, I served as an economist in senior posts, including Deputy Director in the Research Department of Bank of Italy and Head of European Economy - Global Markets Research, at Deutsche Bank, London.

I should add that my career has an academic side to it too. I was *inter alia* a visiting professor at the Graduate Institute in Geneva, earlier this year. My activities include presentations at many conferences and workshops of international relevance, as well as teaching post-graduate courses. I have contributed several articles to academic journals and authored a book published by Oxford University Press.

Given your personal experience, how do you envisage "Financial Strategy" for the CEB?

In a volatile environment undergoing deep structural changes, the way I see financial strategy is quite simple: risk taking is unavoidable for a financial institution such as the CEB, but it has to be managed with careful analysis and wise diversification. This is a key lesson that I learned early on – indeed my PHD thesis was on portfolio theory – and which seems to me still fully relevant today. As we all know, you should never put all your eggs in one basket but you must nonetheless carry eggs!

Europe has been severely hit by the recent financial crisis. Against this background, the first duty of any financial institution is to ensure its own sustainability. Under stressful conditions that may be difficult to forecast or even envisage, the CEB is very sound and has weathered the crisis well. It must build on its intrinsic strengths and continue to adapt to the rapidly evolving environment.

You are familiar with IFIs, having previously been Alternate Governor for Italy in several of them as well as a member of the Board of Directors of the European Investment Bank (EIB). What would be your initial views on the CEB in that context?

The CEB is a very special bank because of its special mandate – today more important than ever considering the migrant crisis. The strategy can only be to maintain its focus and increase its efficiency and competitiveness in meeting its clients' needs, both with appealing financial terms and with excellent services in areas that others do not serve so well. When the going gets tough, it is the CEB that gets going. It knows how to do that!

To conclude, I should point out that the CEB is an institution with few but very effective, committed and professional staff. The CEB is "small and beautiful", and more people should know about it.

Activité financière

Autorisation d'emprunt pour 2016

Chaque année, le Conseil d'administration accorde au Gouverneur une autorisation d'emprunt, qui fixe le montant global en EUR au sein duquel il est permis au Management de négocier et de conclure des contrats d'émission de maturité supérieure ou égale à un an. Toutes les transactions de financement doivent être exécutées aux conditions les plus favorables des marchés de capitaux internationaux. Elle permet de surcroît le recours aux instruments de maturité inférieure à an, notamment dans le cadre d'opérations sous le programme *Euro Commercial Paper*.

L'autorisation d'emprunt vise principalement à rendre possibles les opérations de prêts, à maintenir le niveau de trésorerie requis et à honorer les obligations de remboursement de la dette de la CEB arrivée à échéance.

Cette autorisation d'emprunt repose sur l'analyse détaillée du besoin global de financement pour l'année à venir, compte tenu notamment des besoins de liquidité et des prévisions d'activité concernant les prêts. Pour 2016, cette autorisation s'élève à 3,3 milliards d'euros.



Principaux éléments du financement de l'activité en 2015

Afin de couvrir ses besoins de financement et de maintenir un niveau de trésorerie satisfaisant, la Banque emprunte fréquemment sur les marchés internationaux de capitaux. La CEB effectue en général deux ou trois émissions benchmark par an pour couvrir la plus grande partie de ses besoins de financement.

Conformément à ses besoins de liquidités, la Banque a effectué six émissions dans les devises les plus rentables, à hauteur de 66% du montant total de l'autorisation d'emprunt qui s'élevait à EUR 4,6 milliards pour 2015. Pour la deuxième année consécutive, le marché de l'euro a enregistré le niveau d'activité de financement le plus élevé, avec 58% du volume total émis, suivi par les marchés du dollar US (29%) et de la livre sterling (13%). Toutes les opérations de financement ont été assorties de swaps de couverture, qui annulent aussi bien le risque de taux que le risque de change.

En 2015, deux émissions ont été libellées en euros pour un total de EUR 1,75 milliard. C'est ainsi qu'une nouvelle émission benchmark à dix ans de EUR 1 milliard a été lancée le 2 juin, suivie d'une émission de EUR 500 millions à sept ans le 20 octobre, rouverte par une autre de EUR 250 millions deux semaines plus tard.

L'évolution du swap de base USD/EUR au premier semestre 2015 a amélioré les possibilités d'émission en dollars US. Une nouvelle émission benchmark à cinq ans d'une valeur de USD 1 milliard a aussi été lancée début mars.

À la mi-février, la Banque a fixé le prix d'une nouvelle émission benchmark de 250 millions en livre sterling (GBP) à quatre ans et augmenté l'opération de GBP 50 millions en septembre.

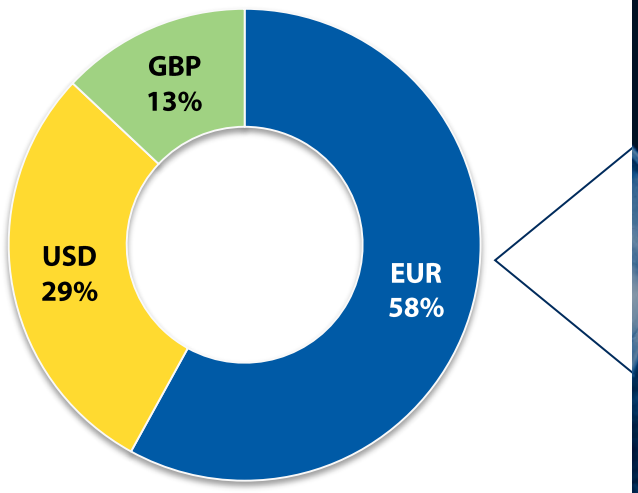
Financial activity

Borrowing authorisation for 2016

The borrowing authorisation is given to the Governor each year by the Administrative Council. It establishes the total amount in EUR within which the Management is authorised to negotiate and conclude new issue transactions and loans to be received by the CEB with maturities of one year or more. All funding transactions have to be executed under the best available terms on the international capital markets. The borrowing authorisation also provides for recourse to instruments with maturities of less than one year, in particular within the framework of operations in the Euro Commercial Paper Programme.

The main objectives of the borrowing authorisation are to fulfil lending needs, to maintain the required liquidity level and to meet the CEB's repayment obligations on maturing debt.

The borrowing authorisation is based on a detailed analysis of the overall financing requirements for the coming year, in particular taking into account the CEB's liquidity and loan activity projections. For 2016 the authorisation stands at 3.3 billion euros.



Funding highlights 2015

In order to cover lending needs and maintain a satisfactory liquidity level, the bank is a frequent borrower in the international capital markets. The CEB usually issues two to three benchmark transactions per year to cover the bulk of its funding needs.

In line with its liquidity needs, the Bank used 66% of its EUR 4.6 billion borrowing authorisation for 2015, placing six transactions across the most cost-efficient currencies. For the second year in a row, the Euro market has been the most important one for the funding activity with 58% of the total volume issued, followed by the USD (29%) and GBP (13%). All funding operations have been combined with hedging swaps, which eliminate both the interest rate risk and the currency risk.

In EUR, two transactions were launched in 2015 for a total of 1.75 billion: a new EUR 1 billion benchmark with a 10-year maturity on 2 June and a EUR 500 million transaction with a seven-year maturity on 20 October, reopened by a further EUR 250 million two weeks later.

The evolution of the USD/EUR basis swap in the first part of the year provided for better issuance opportunities in the USD and a new USD 1 billion 5-year benchmark was launched at the beginning of March.

In GBP, the Bank priced a new GBP 250 million (long) four-year benchmark in mid-February and increased the line in September for a further GBP 50 million.

Du nouveau à la CEB

Agenda 2016

22 janvier : Réunion du Conseil d'administration de la CEB (Paris)

17-18 mars : Réunion du Conseil d'administration de la CEB (Paris)

7-10 avril : Réunion annuelle de la Banque interaméricaine de développement (Nassau, Bahamas)

8 avril : Réunion du Conseil de direction de la CEB (Paris)

Brèves

- **Initiative des agents de la CEB en faveur des réfugiés et des migrants**
  Une collecte au sein du Personnel de la CEB a permis de réunir 4 150 euros de dons qui ont été distribués entre deux agences humanitaires : l'ONG SyrienHilfe et le Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés (HCR).
  Ces dons contribueront à la protection humanitaire des réfugiés grâce au travail du HCR, ainsi qu'à l'intégration des réfugiés syriens aux frontières de leur pays via l'ONG SyrienHilfe.

- **13 novembre - Attentats terroristes à Paris**
  La direction et le personnel de la CEB ont exprimé leurs condoléances aux proches des victimes des horribles attentats à Paris. La Banque s'associe à la douleur et au deuil du peuple français.

Publications



Paru
Étude sur l'intégration des migrants en Europe

Agenda 2016

22 January: Meeting of the CEB's Administrative Council (Paris)

17-18 March: Meeting of the CEB's Administrative Council (Paris)

7-10 April: Annual Meeting of the Inter-American Development Bank (Nassau, Bahamas)

8 April: Meeting of the CEB's Governing Board (Paris)

In brief

- **Staff initiative in favour of refugees and migrants**
  A fund raising among CEB staff members enabled to collect € 4 150 in donations which have been distributed to two humanitarian agencies: SyrienHilfe NGO and the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR). These donations will contribute to the humanitarian protection of refugees (through the work of UNHCR) and will support the early integration of Syrian refugees close to their place of origin (through SyrienHilfe).

- **13 November - Terrorist attacks in Paris**
  CEB management and staff expressed their condolences to the relatives of the victims of the horrendous attacks in Paris. The Bank shares the French people's suffering and grief.

Publications



Published
Study "The integration of migrants in Europe"

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE



A propos de la CEB …

Fondée en 1956, la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe) compte 41 États membres, dont 22 pays d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est formant les pays cibles de la Banque.
Instrument majeur de la politique de solidarité sociale en Europe, elle finance des projets sociaux en mettant à leur service des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa signature. Elle accorde ainsi des prêts à ses États membres, à des institutions financières et à des collectivités locales, pour le financement de projets dans le domaine social, conformément à son Statut.

About the CEB …

Set up in 1956, the CEB (Council of Europe Development Bank) has 41 member states. 22 Central, Eastern and South Eastern European countries, forming the Bank's target countries, are listed among the member states.
As a major instrument of the policy of solidarity in Europe, the Bank finances social projects by making available resources raised in conditions reflecting the quality of its rating. It thus grants loans to its member states, to financial institutions and to local authorities for the financing of projects in the social sector, in accordance with its Articles of Agreement.

55 avenue Kléber • FR-75116 PARIS
Tel: +33 (0)1 47 55 55 00 • Fax: +33 (0)1 47 55 03 38 • e-mail: info@coebank.org

www.coebank.org